

ÉDITO

De nouveau dans la rue pour le 16 novembre, même si on se fait guère d'illusions. Ça sent le baroud d'honneur. Les centrales syndicales nationales semblent entériner le passage des ordonnances sur la réforme du code du travail. Il est plus question aujourd'hui de les « aménager » que de les contester sur le fond. Comme en 2016, les journées de grève « saute-moutons », dispersées par dates et par secteurs, entrecoupées de trop rares journées interprofessionnelles, se terminent en impasse. Pas ou peu d'actions de blocage ou d'occupation, la répression qui s'abat dès que ça semble s'agiter un peu trop, pas d'appels à des rassemblements/manifs/actions hebdomadaires qui permettent de se croiser pour s'organiser et agir. On a l'impression, sur Caen en tous cas, d'un KO sans combat ! Heureusement que les territoriaux-ales remontent le niveau avec leur combativité, leur détermination, leurs piquets de grèves, leurs actions de perturbations diverses et leurs débrayages inattendus. Manifestons leur concrètement notre solidarité ! Et c'est pas fini : réforme de la fac à la sauce « sélection », de l'assurance chômage (ça sent le flicage des chômeurs-euses à plein nez), des retraites... Cliquez pas trop de fric à Noël, l'année 2018 va être chargée. D'ici là, plutôt que de faire le gros dos, rencontrons-nous, réfléchissons, organisons-nous pour avoir plus d'écho, pour renforcer la solidarité entre les secteurs et la convergence des luttes, pour que grèves, assemblées et manifs débouchent sur de l'action et une extension de l'agitation sociale.

Deux procès pour deux visages de la répression

Lundi 13 novembre 2017, avaient lieu à Caen deux procès à la Cour d'Appel, deux procès bien différents, mais qui ont néanmoins le mérite d'illustrer les diverses formes que peut prendre la domination de classe.

Thierry, un ingénieur employé de NXP-Caen a été licencié en 2016 pour avoir voulu se présenter sur une liste CFE-CGC lors d'élections professionnelles. En réalité c'est son activité syndicale au sein de l'entreprise qui lui a valu cette stratégie des patrons, qui pour leur propres intérêts, préfèrent virer ceux qui s'organisent pour défendre des conditions de vie dignes. Mécontent du premier rendu de justice, Thierry, désormais soutenu par la CGT, a fait appel pour demander sa réintégration. Résultat du procès le 22 décembre.

Un camarade passait aussi en appel ce lundi suite à des faits qui se sont déroulés pour l'essentiel pendant le mouvement contre la loi travail de 2016.

Le 19 mai 2016, après une manifestation agitée qui occupa brièvement le périphérique et donna lieu à des incidents à la fac, il fut arrêté des heures plus tard à un autre endroit de la ville. Après 24h de garde à vue, il est accusé « d'organisation illégale de manifestation » alors même qu'il n'était pas à la manif mais à l'hôpital car sa compagne s'était fait rouler sur le pied par une voiture de police ! Il est également accusé, à d'autres occasions, d'outrages contre deux pontes de l'université (accusation appuyée par le témoignage de 2 vigiles... payé par l'université, un troisième témoignage de vigile le disculpant !) malgré de nombreux autres témoignages qui affirment qu'en réalité il n'y a eu ni outrage ni agression, juste des engueulades un peu vives. Il est aussi accusé d'outrage et de violence (une trace rouge sur le torse !) contre une responsable d'un Centre d'Accueil et d'Orientation pour migrants avec qui il s'est embrouillé suite à l'expulsion du squat de Drouet à Caen et ce alors même que la vidéosurveillance ne

montre rien et que plusieurs témoignages indiquent que là encore il y a juste eu engueulade.

Le parquet requiert pour toutes ces affaires 2 fois 3 mois FERMES (pour « l'organisation de manif illégale » et la soi-disant violence contre la responsable du CAO), plus de 5300 euros cumulés en amendes et dommages et intérêts et 5 ANS d'interdiction de séjour sur la commune de Caen, où vit le militant ! Il s'agit clairement d'un ACHARNEMENT contre un militant connu qui ne se gêne pas pour l'ouvrir et interpellier vivement des représentants de l'autorité. La justice bourgeoise criminalise chaque fois plus les mouvements sociaux et les militant-e-s trop remuant-e-s. Le rendu de l'appel sera le 18 décembre.

Solidarité contre la répression, qu'elle soit policière, judiciaire ou patronale !



LE MARCHÉ ST PIERRE, LE DIMANCHE 12 NOVEMBRE, APRÈS LE PASSAGE D'UNE TORNÉE GRÉVISTE QUI A TOUT ÉPARILLÉ...

LA LUTTE DES TERRITORIAUX-ALES SE DURCIT

Eh non, Joël Bruneau, les territoriaux-ales ne sont toujours pas disposé-e-s à passer de 1568 à 1607 heures annuelles pour tes beaux yeux et pour quelques clopinettes. Et pour te le prouver, ils et elles durcissent le mouvement !

Précédé d'un blocage fort bruyant et déterminé des ateliers techniques du boulevard Leroy, le rassemblement du 19 octobre devant la mairie de Caen a réuni plusieurs centaines de territoriaux-ales. Pendant qu'une délégation était finalement reçue, les rond-points se trouvant à proximité ont été symboliquement bloqués tandis que la police en tenue anti-émeute ne tardait pas à se déployer. Une nouvelle fois, l'entrevue avec le président de la Communauté Urbaine (CU) n'a rien donné. Ensuite sont arrivées les vacances scolaires pendant lesquelles il ne s'est pas passé grand-chose. Mais la rentrée, elle, a fait du bruit.

Le 6 novembre, des territoriaux-ales perturbent le conseil municipal d'Hérouville. Le lendemain, 2 Assemblées Générales se tiennent, une le matin à l'auditorium du château de Caen avec une grosse centaine de personnes et une autre, l'après-midi, à la Maison des Syndicats, avec environ 200 personnes. Il ressort des AG la volonté de ne pas lâcher l'affaire, le refus de travailler 39H de plus annuellement (le fait d'être en dessous des 1607 heures annuelles n'est pas une spécificité de la CU de Caen la mer, d'autres collectivités pratiquent des horaires inférieurs aux 1607 heures aux quatre coins de la France). Les propositions de la Communauté Urbaine sont donc jugées insuffisantes en terme de compensation pour les 39 heures supplémentaires à effectuer et c'est le maintien du statu-quo sur les horaires qui est réclamé.

Le dimanche 12 novembre, jour du grand marché caennais, tôt le matin, les sites du stade Héлитas et de la Cotonnaire sont cadenassés pour que les rares véhicules de nettoyage qui s'y trouvent n'en sortent pas. Le dépôt principal des véhicules de nettoyage, situé quai Caffarelli, est bloqué par un piquet d'environ 80 manifestant-e-s, et les locaux sont occupés. L'équipe du dimanche reste en

poste mais est dans l'impossibilité de sortir effectuer son travail. Inutile de vous dire qu'ils ont pas été traumatisés.

Vers 14H, une trentaine de manifestant-e-s rejoignent le marché désormais désert où les derniers commerçant-e-s finissent de remballer. Toutes les piles de cartons, de cageots, toutes les poubelles sont systématiquement renversées et dispersées dans la bonne humeur et la détermination sous le regard surpris des rares passant-e-s. Disons le, c'est le bordel.

Un camion benne et une balayeuse mécanique desservis par quelques cadres qui jouent les jaunes tente de débiter le nettoyage de la place Courtonne. Ils et elles sont appuyé-e-s par une balayeuse louée à une entreprise privée par la mairie en prévision du blocage du dépôt de machines. Les manifestant-e-s vont leur prendre la tête. Un des cadres veut jouer les boxeurs mais un de ses collègues, plus conscient du rapport de force, le fait monter dans le camion et tente de calmer le jeu. La police nationale commence à tourner ainsi que la Brigade Anti-Criminalité. Inutile de s'attarder, l'objectif est de toute façon rempli : tous les déchets du marché sont étalés partout et le vent complice finit de les disperser aux 4 coins de la place. Ça a du être long et pénible pour les cadres de tout nettoyer, surtout qu'il faisait un temps de chien ce jour là. Retourné-e-s se mettre au chaud dans le dépôt occupé, les manifestant-e-s rigolaient bien en pensant aux cadres en train de ramasser la merde sous la flotte et la grêle.

Le lendemain, les gars des ateliers du boulevard Leroy se réunissent en assemblée à l'heure de la prise de poste et décident, sur le tas, de rebloquer direct leur site. Les syndicats sont arrivés ensuite pour les soutenir et les couvrir.

Au programme des jours qui viennent, des perturbations de conseils municipaux et le 23 novembre, à 18H, grand rassemblement devant le bâtiment de la CU, rue Rosa Parks, aux Rives de l'Orne à l'occasion du prochain Conseil Communautaire. On y sera en solidarité, venez-y aussi !

CHANGER !

Nous pensons qu'il va falloir changer car les conditions de la lutte ont changé. Nous sommes face à des gouvernements de combat qui démantèlent méthodiquement les acquis sociaux issus des luttes du passé.

Les luttes d'ampleur depuis le début des années 2000, à part le CPE en 2006, sont pour l'essentiel des défaites : 2003, 2007, 2009, 2010, 2016... et 2017.

De mouvements en mouvements, le nombre de manifestant-e-s, de grévistes, de participant-e-s aux actions de blocages diminuent tandis que la répression se durcit et devient **préventive** (**écraser les actions** avant qu'elles servent d'exemples et risquent de se généraliser, **apeurer** les militant-e-s et la population). Les statuts précaires se sont multipliés, divisant ainsi les travailleurs-euses, affaiblissant leur unité de conditions et leur capacité de lutte collective. Le développement de la sous-traitance, du secteur tertiaire éclaté en une multitude de petits lieux de travail rend difficile l'organisation, la coordination et la résistance collective. La résignation, l'individualisme, la dépolitisation ont progressé. Les directions syndicales nationales ont souvent cherché à freiner la combativité de mouvements qui étaient tentés de les déborder. Tout un ensemble de « savoir-faire » liés aux luttes se sont perdus ou sont devenus inadaptés.

La colère sociale est partout mais beaucoup de gens ne croient plus à la possibilité de faire reculer les gouvernements. Beaucoup d'autres pensent que c'est encore faisable mais qu'il faudrait pour cela un mouvement si massif, organisé, long, dur dans ces formes d'actions qu'il paraît aujourd'hui improbable et peut être aussi **effrayant**.

Et pourtant, il va falloir lutter car le gouvernement de Macron nous réserve les pires reculs sociaux depuis des décennies... Mais, pour nous, un des enjeux des luttes à venir sera aussi « interne » et il consistera à amorcer des changements au sein même des luttes !

Nous avons l'impression, particulièrement localement, que des composantes importantes des mouvements sociaux sont arrivés aux limites de leurs modèles d'organisation et d'action, que ce soit, entre autres, les fractions les plus combattives du mouvement syndical ou les milieux radicaux.

Les schémas syndicaux traditionnels semblent mobiliser de moins en moins et le répertoire habituel d'action syndicale ne semble plus en mesure de défendre grand-chose face aux offensives du patronat et des gouvernements. Ces schémas permettent encore parfois (et ce n'est pas rien !) de sauver les meubles dans des boîtes prises isolément ou dans quelques secteurs particuliers mais on est loin du compte face aux attaques capitalistes. L'interprofessionnel (en terme d'informations, de rencontres, d'appui militant et logistique, de solidarité concrète) a été négligé, les AG avec l'ensemble des salarié-e-s combattifs-ves (syndiqué-e-s ou pas) d'un secteur ou de la ville, sont souvent trop rares et fermées pour permettre une implication réelle des personnes qui veulent que ça bouge. Les efforts d'organisation en direction des franges les plus précaires des salarié-e-s, qui naviguent entre petits boulots et chômage, sont insuffisants, de même que le travail en direction de la jeunesse étudiante et lycéenne. Les secteurs syndicaux les plus combattifs sont également trop souvent centrés (et ça peut se comprendre) sur leur propre orga locale et nationale alors qu'il y aurait sûrement beaucoup à gagner à « décloisonner la donne », de manière transversale, entre les secteurs « lutte de classe » des différentes orgas syndicales.

C'est pas plus brillant du côté des milieux radicaux qui cumulent souvent faiblesse numérique et matérielle, manquent d'enracinement social, d'expériences de lutte quotidienne de long terme, de diversité en terme de composition sociale, de vision stratégique, ont des tendances idéalistes et spontanéistes déconnectées des réalités sociales, des logiques de ghetto qui aboutissent à l'isolement...

En disant ça on prétend pas du tout distribuer des mauvais points ou viser qui que ce soit en particulier. C'est notre ressenti général et, comme tout le monde, on patauge aussi dans ce qu'on décrit. On cherche à se situer dans ce contexte et à y discerner et y ouvrir, **avec d'autres**, des perspectives concrètes en terme de réflexions, d'organisation et d'action, pour sortir de là.

On pense pas qu'il faille tout réinventer. Il s'agit surtout de repenser, adapter et revivifier de vieilles pratiques du mouvement ouvrier indépendant : faire vivre la solidarité interprofessionnelle dans les luttes et face à la répression (du relais d'information, du fric, de la présence physique aux actions, aux AG, piquets de grèves etc... des autres secteurs, des rencontres directes), travailler à partir des situations concrètes de chaque secteur mais en mettant toujours en avant une perspective de classe qui dépasse chaque secteur pour les englober tous, des sessions de formations pratiques ET politiques, une base matérielle (des sonos, des moyens de tirages, du fric, des véhicules, des lieux de stockage...), des outils de communications (journaux locaux, feuilles d'info sectorielle ou de boîte, mailists, sites internet, émissions de radios associatives...), des lieux (pour se réunir, faire des projections et des débats, des ateliers de formation, des concert de soutien, des bouffes solidaires, servir de point de ralliement territorial...), se rencontrer de manière horizontale et transversale (et pas que localement, mais aussi régionalement pour décloisonner, mieux connaître la réalité des autres secteurs, apprendre à se connaître les un-e-s les autres et tisser de la confiance), mettre en réseau, mutualiser et valoriser tout ce qui existe déjà, mettre en place des campagnes conjointes et/ou coordonner des actions simultanées, chaque secteur ou tendance gardant éventuellement ses propres modalités d'action ou son discours spécifique...

Tout ça prend du temps et de l'énergie mais c'est jamais perdu et beaucoup de choses, de moyens, de réseaux, d'expériences, de savoirs-faire sont déjà là ! Il s'agit surtout de les articuler, de les décloisonner systématiquement parce qu'on s'en sortira pas chacun dans son secteur, son orga, sa tendance, son petit coin.

État et patronat placent la barre très haut et multiplient actuellement les attaques à un rythme soutenu (un peu comme sous Sarkozy) **pour qu'on ait pas le temps de souffler**, de réfléchir, pour qu'on soit tout le temps happé-e-s par les attaques et finalement tout le temps **sur des positions défensives tandis qu'ils gardent l'initiative, le choix du moment, de la thématique ou du secteur visé, des moyens utilisés pour l'attaquer.**

Pour nous, il n'y a pas d'autre choix que de travailler à élaborer et **mettre en place un degré d'organisation supérieur du mouvement social. Il nous faut un saut qualitatif en terme de vision, de moyens, d'organisation.** Ça (re)passe par un travail politique et pratique de base mais c'est pour construire, sur ce niveau de base, une riposte collective organisée de grande ampleur. **Cette perspective ne nous appartient pas mais concerne tous-tes ceux et celles qui se reconnaissent dans la lutte de classe. Personne ne pourra faire ça seul-e, sans les autres et leurs différences, et ça devra se faire dans des dizaines de villes. Y a du pain sur la planche mais inévitablement en durcissant l'exploitation et la répression, ils créent, tôt ou tard, les conditions d'une plus grande résistance...alors laissons le pessimisme pour des temps meilleurs et retrouvons nous les manches.**

Recueil de témoignages sur les situations de travail par l'ICL

Pourquoi témoigner ? Si on souhaite recueillir localement et diffuser des témoignages sur les luttes, les grèves, les situations de travail et de résistance quotidiennes dans les différents secteurs, les problèmes de conditions de boulot, de charges de travail, de précarité, de pénibilité, de souffrances, de harcèlement au travail, c'est parce que toutes ces questions sont la plupart du temps « invisibilisées » dans les discours médiatiques et politiques.

Nos conditions de travail et de vie n'intéressent évidemment pas beaucoup celles et ceux qui nous exploitent et nous gouvernent. Ces questions sont aussi malheureusement parfois négligées par les syndicats.

Ces témoignages peuvent aussi concerner la dégradation des conditions d'accueil, de suivi, de traitement des situations d'usager-e-s des administrations (CAF, pôle emploi, RSA, CCAS...), leur flicage, la suppression de leurs allocs...

Ces témoignages peuvent aider à illustrer et à mieux cerner les effets négatifs réels, l'impact concret des politiques patronales et étatiques sur les conditions de travail et de vie des travailleurs-euses.

Ces témoignages peuvent nous aider aussi à comprendre que dans la plupart des secteurs, ce sont souvent au fond les mêmes problèmes qui sont vécus par les salarié-e-s à cause des mêmes politiques, même si les formes et l'intensité des effets que produisent ces politiques varie en fonction des secteurs.

Témoigner c'est aussi parfois rendre public et faire connaître des situations, individuelles ou collectives, dégueulasses et scandaleuses, particulièrement dans des petites boîtes où les salarié-e-s sont peu nombreuses, où y a pas de culture de lutte, de présence syndicale.

Témoigner, ça peut être une manière de commencer à sortir de la résignation, de la passivité, de la déprime et de l'isolement. Et sortir de l'isolement est toujours la première étape d'une possible résistance collective, la seule qui donne des résultats.

Comment témoigner ? Tout simplement en nous contactant que ce soit par mail (icl-caen@laposte.net), en nous rencontrant directement dans une manif, en passant par des gens qui nous connaissent...

Vous pouvez écrire directement vos témoignages, qui peuvent être courts ou longs.

Si vous voyez pas trop comment vous y prendre ou si écrire est pas dans vos habitudes, contactez nous, on se rencontrera dans un bar autour d'un café, on a le matériel pour enregistrer votre témoignage de manière orale.

On diffusera les témoignages sur notre site, notre page Facebook, des mailists, des gens les publieront peut être ailleurs, on connaît aussi des camarades dans des radios locales, on les publiera parfois en supplément dans notre feuille d'info.

Dernière chose, témoigner, ça peut déranger les patron-ne-s, la hiérarchie, ou même des collègues, **ces témoignages seront donc évidemment toujours anonymes !**

Allez-y, hésitez pas, témoignez, partagez, expliquez, dénoncez, ouvrez la !

L'Initiative pour la Convergence des Luttes (ICL) de Caen a pour objectif d'aider à sortir les luttes sociales de leur isolement en menant un travail d'information, en lançant des actions de solidarité, en contribuant à mettre en liaison les luttes entre elles. Le collectif est indépendant des partis et syndicats et fonctionne en démocratie directe, les décisions sont prises en assemblée et mises en œuvre par des commissions de travail.

L'ICL développe ses activités sur des bases antiracistes, antisexistes, anticapitalistes, de lutte de classe. Sur ces bases, bienvenue à toute personne intéressée.